

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

MDE 15/076/2006 – ÉFAI

Londres, le 9 août 2006

AU 216/06

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ / INQUIÉTUDES POUR LA SANTÉ

ISRAËL

des milliers de civils dans le sud du Liban

Des milliers de civils sont bloqués dans des villages du sud du Liban, où ils sont gravement exposés aux frappes aériennes et aux pilonnages fréquents de l'armée israélienne. Coupés du monde, ils vivent dans des conditions de plus en plus difficiles, sans accès aux soins médicaux et sans électricité ni carburant, et la nourriture commence à manquer. Parmi eux figurent des personnes âgées et/ou invalides, ainsi que des femmes et des enfants.

Peu après le début du conflit, engagé le 12 juillet, des bombardements israéliens ciblant les routes, les ponts, les émetteurs de télécommunication, les réseaux électriques et les dépôts de carburant dans tout le sud du Liban ainsi que dans d'autres régions du pays ont contraint des dizaines de milliers de personnes à quitter leur village. Toutefois, face à l'intensification des frappes aériennes d'Israël, il est très vite devenu difficile de partir pour les habitants de nombreux villages, et des dizaines de civils, dont beaucoup d'enfants, ont été tués tandis qu'il tentaient de gagner les villes plus importantes. Ces attaques ont renforcé la peur et découragé de nombreux villageois de prendre la fuite. D'autres, bien que prêts à prendre le risque, n'ont pas été en mesure de partir en raison de la pénurie de carburant liée à l'offensive militaire.

La majorité des villageois ont fui leur domicile entre le 31 juillet et le 1^{er} août, après qu'Israël eut annoncé une suspension des frappes aériennes pendant quarante-huit heures. Toutefois, plusieurs milliers de personnes n'ont pas pu partir et se retrouvent aujourd'hui bloquées dans la région. Il s'agit notamment de personnes âgées et/ou invalides, et, partant, incapables de se déplacer, ainsi que d'habitants de régions plus reculées qui ignoraient tout de la suspension des bombardements aériens, ou encore de personnes n'ayant pas trouvé de moyen de transport pour quitter les lieux.

Depuis la reprise des frappes aériennes israéliennes, le 2 août, de nombreux villages du sud du Liban restent inaccessibles, même pour l'aide et les secours. Très peu de moyens de communications fonctionnent, étant donné que sans électricité, il est impossible de recharger les téléphones portables, à moins que le village ne soit équipé d'un générateur et qu'il ne dispose de carburant pour l'alimenter.

Même avant le 2 août, plusieurs villages se trouvaient dans une situation très difficile. Le 31 juillet, des journalistes se sont rendus à Bint Jbail et ont trouvé plusieurs personnes vivantes sous les décombres de leur maison après des attaques des forces israéliennes. Certains corps ont été retrouvés mais d'autres n'ont pas pu être dégagés des débris, trop lourds, et ont dû être abandonnés. De nombreuses personnes manquent encore à l'appel et l'on craint qu'elles ne soient mortes sous les ruines de leur maison ou coincées chez elles.

Le 1^{er} août, des délégués d'Amnesty International se sont rendus dans le village d'Ainata, où les tirs d'artillerie des forces israéliennes ont détruit de nombreuses maisons, et ont tenté de localiser Zainab Khanafer, une femme de soixante-dix ans dont le fils cherche à connaître le sort. Les délégués ont trouvé sa maison en ruine et n'ont pas pu établir si le corps de la vieille femme se trouvait sous les décombres. Jusqu'ici, son fils ignore si elle est encore en vie.

De nombreuses autres familles sont dans des situations comparables. Il semble que plus de 200 personnes bloquées dans les villages d'Aitaroun et de Bint Jbail, dont des femmes, des enfants et des personnes âgées et/ou invalides, manquent de nourriture et de médicaments. Amnesty International sait que parmi elles figure au moins une femme enceinte. Depuis une semaine, voire plus, ni le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ni aucune autre organisation humanitaire ou de secours n'a été en mesure d'accéder aux villages assiégés par les forces israéliennes. Le CICR a déclaré le 7 août : « *Au cours de ces derniers*

jours, les combats ont empêché le CICR d'effectuer la plupart de ses opérations sur le terrain en dehors des villes principales, privant les civils pris au piège dans les villages du Sud-Liban des secours dont ils ont besoin de toute urgence. »

Pour obtenir de plus amples informations sur l'action d'Amnesty International sur le conflit opposant Israël au *Hezbollah* (Parti de Dieu) au Liban, notamment sur les appels qu'elle a lancés au *Hezbollah* pour qu'il mette fin aux attaques aveugles et disproportionnées contre des régions et des cibles civiles, veuillez consulter : <http://web.amnesty.org/pages/lebanonisrael-documents-fra>

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en anglais, en hébreu ou dans votre propre langue) :

AUX AUTORITÉS ISRAËLIENNES

- déclarez-vous préoccupé par la sécurité et par les conditions de vie de plusieurs milliers de civils bloqués dans des villages du sud du Liban, qui n'ont que peu, voire pas du tout accès aux soins médicaux, à la nourriture, à l'électricité ou au carburant ;
- faites observer que parmi elles figurent des personnes âgées et/ou invalides, des femmes et des enfants, ainsi que d'autres personnes n'ayant pas été en mesure de quitter leur foyer lors de la suspension des attaques aériennes par Israël entre le 31 juillet et le 1^{er} août ;
- appelez les autorités à faire cesser immédiatement les attaques ciblant des civils ainsi que des infrastructures et des biens civils de façon délibérée, disproportionnée et aveugle au Liban ;
- priez Israël de permettre aux résidents civils, aux membres d'organisations humanitaires et aux secouristes d'entrer dans les villages assiégés et d'en sortir en toute sécurité.

AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DANS VOTRE PAYS :

- priez-le d'user de toute son influence auprès des autorités israéliennes afin que celles-ci cessent immédiatement de recourir à une force disproportionnée contre des cibles civiles, et qu'elles permettent aux résidents civils, aux membres d'organisations humanitaires et aux secouristes d'entrer dans les villages assiégés et d'en sortir en toute sécurité.

APPELS À :

Chef d'État-major des Forces de défense d'Israël (FDI) :

Lieutenant-General Dan Halutz
IDF Chief of General Staff
c/o Ministry of Defence
7 A' Street
Hakiryia
Tel Aviv, Israël

Fax : + 972 3 691 6940 / 3 608 0343

Courriers électroniques : info@mail.idf.il

Formule d'appel : *Dear Lieutenant-General, / Mon Général, (si c'est un homme qui écrit) ou Général, (si c'est une femme qui écrit)*

Vice-premier ministre et ministre de la Défense :

Amir Peretz
Deputy Prime Minister and Minister of Defence
Ministry of Defence
37 Kaplan Street
Hakiryia
Tel Aviv 61909, Israël

Fax : + 972 3 691 6940 / 3 696 2757 / 3 691 7915

Courriers électroniques : sar@mod.gov.il / pniot@mod.gov.il / aperetz@knesset.gov.il

Formule d'appel : *Dear Minister, / Monsieur le Ministre,*

Procureur militaire en chef :

Brigadier General Avihai Mandelblit
Judge Advocate General
6 David Elazar Street

Hakirya
Tel Aviv, Israël

Fax : + 972 3 569 4370

Formule d'appel : *Dear Brigadier General*, / **Mon Commandant**, (si vous êtes un homme) ou **Commandant**, (si vous êtes une femme)

COPIES aux représentants diplomatiques d'Israël dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*